

Service Prévention des Risques Environnementaux  
Secteur Industrie Agro-Alimentaire  
9, rue du sabot  
22 440 Ploufragan

Ploufragan, le 10/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LOUDEAC VIANDES**

66 rue Arthur Enaud  
BP 527  
22605 LOUDEAC

Code AIOT : 0005500149

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement LOUDEAC VIANDES implanté 66 rue Arthur Enaud, BP 527 à LOUDEAC (22605). L'inspection a été annoncée le 24/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection intervient dans le cadre du récolement à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/06/2023.

En parallèle de cette mise en demeure, un arrêté préfectoral de mesure d'urgence avait été prononcé le 03/10/2023 suite aux événements de fuite d'ammoniac survenus les 11/07/2023 et 29/09/2023.

Elle vise notamment à s'assurer de la mise en œuvre des mesures correctives et préventives pour la sécurité de l'installation de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOUDEAC VIANDES
- 66 Rue Arthur Enaud - BP 527 22605 LOUDEAC
- Code AIOT : 0005500149
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

LOUDEAC VIANDES est un établissement spécialisé dans l'abattage et la découpe de porcs.

Au titre des ICPE, les activités du site sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 06 mai 2013, modifié par l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 24 octobre 2016.

L'activité d'abattage principale est classée au titre de la rubrique IED n° 3641 (exploitation d'abattoir) sous le régime de l'autorisation, qui acte sa soumission à la directive IED sur les émissions industrielles.

L'activité de découpe est quant à elle classée par la rubrique n°3642-1 sous le régime de l'autorisation (traitement et transformation de matières premières animales).

Le site dispose d'une installation de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac (NH3) comprenant une salle des machines avec une charge d'NH3 autorisée à 9 881 kg.

Cette installation a fait l'objet d'une visite terrain pour vérifier la mise en place des mesures effectives présentées dans le plan d'actions de l'exploitant suite à la mise en demeure.

Des travaux de construction et d'aménagement du site, étaient en cours de la jour de la visite. Ces travaux sont prévus dans le cadre d'un projet présenté par l'exploitant dans le dossier de porter-à-connaissance du 22/10/2022.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 24/10/2016, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 06/05/2013, article 4.3.8.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
12	Prévention des risques accidentels – Vérification réglementaire annuelle	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Consommation de l'eau	Arrêté Préfectoral du 06/05/2013, article 4.1.1	/	Sans objet
4	Prévention des risques accidentels - dispositions constructives de la SDM	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2 et 3 – Norme NF EN 378-3 - 5.12.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
5	Prévention des risques accidentels - Ventilation de la SDM	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
6	Prévention des risques accidentels – dispositions constructives de la SDM	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2 et 3 – Norme NF EN 378-3 - 5.12.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Prévention des risques accidentels - Ventilation de la SDM	Norme du 11/06/2020, article NF EN 378-3 – 5.13.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
8	Protection individuelle et collective	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
9	Prévention des risques accidentels – Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 06/05/2013, article 8.3.1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
10	Prévention des risques accidentels – dispositions constructives de la SDM	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2 et 3 – Norme NF EN 378-3 - 5.8	Susceptible de suites	Levée de mise en demeure
11	Prévention des risques accidentels – vannes et tuyauteries	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8	Susceptible de suites	Sans objet
13	Prévention des risques accidentels – canalisation de l'ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 51	Susceptible de suites	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté le jour de la visite:

- l'effectivité des mesures correctives et préventives présentées dans les plans d'actions de l'exploitant pour s'assurer de la sécurité de la salle des machines ammoniac;
- le respect des prescriptions réglementaire de l'arrêté ministériel du 16/07/1997 et de la norme NF EN 378-3, mentionnées dans les fiches de constat ci-après;
- le non-respect des capacités d'abattage et de découpe des porcins avec une persistance des niveaux d'activité en 2023;
- l'amélioration des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux, avec le déploiement sur le site du système de pré-traitement physique de séparation des effluents industriels. L'atteinte des valeurs limites d'émissions prescrites devra être poursuivie et garantie dans le temps.

En conséquence, les points énoncés à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/06/2023 sont levées pour les prescriptions relatives à la sécurité ammoniac.

La mise en demeure est maintenue pour:

- les dépassements des capacités de production annuelles et moyennes journalières (abattage et découpe);
- le respect des valeurs limites d'émissions aqueuses prescrites.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/10/2016, article 1						
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE – respect des capacités de production autorisées						
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/12/2023</li> </ul>						
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prescriptions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2013 sont remplacées et complétées par les prescriptions suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Rubriques n°3641</u>: "Exploitation d'abattoirs, avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes de carcasses par jour "</li> </ul> - Capacité : Volume autorisé 300t/j (en pointe) Volume autorisé 60 000 t de carcasses / an Régime : A <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Rubriques n°3642-1</u>: "Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux"</li> </ul> - Capacité : Volume autorisé 300t/j (en pointe) Volume autorisé 60 000 t de carcasses / an - Régime : A <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Rubrique n°2921</u>: "Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)"</li> </ul> - 3 TARS - Puissance: 6327 kW , - Régime E						
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Rubrique 3641</u>:</li> </ul> L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les niveaux d'activité d'abattage pour l'année 2023. Les données issues des trois dernières années ont également été présentées lors de la visite.  Le tonnage total d'abattage pour l'année 2023 est de 76 828 tonnes.						
	<b>Porcs</b>		<b>Coches</b>		<b>Totaux</b>	
<b>Année</b>	<b>Nb - Têtes</b>	<b>Tonnes</b>	<b>Nb- Têtes</b>	<b>Tonnes</b>	<b>Nb - Têtes</b>	<b>Tonnes</b>
<b>2021</b>	800908	67088	34984	5776	835892	72864
<b>2022</b>	827579	68909	35789	5935	863368	74844
<b>2023</b>	853410	71113	34059	5745	887469	76858
<b>Janvier/avril 2024</b>	297208	25075	11819	1983	309207	27058
<u>Tableau</u> : Données d'abattage extraites de la présentation de l'exploitant						
L'exploitant a également indiqué les niveaux d'abattage journaliers suivants :						
	<b>Moyenne</b>		<b>Maximum</b>			
<b>Bilan 2023</b>	308,6 T/jour		352,7 T/jour			
<b>Bilan 2024</b>	323,2 T/jour		346,6 T/jour			

<p>Les tonnages journaliers sont dépassés. On constate donc:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un dépassement notable des niveaux de production sur les 3 dernières années.</li> <li>• les niveaux d'abattage continuent d'augmenter (+28 % en 2023 par rapport au seuil autorisé à 60 000 t/an).</li> </ul> <p>• <b>Rubrique n°3642-3:</b> Le niveau de découpe communiqué par l'exploitant pour l'année 2023 est de 64 803 tonnes (+ 8% par rapport au niveau autorisé). Un pic d'activité de 303 tonnes est observé sur la journée du 10/02/2023. En 2022, le niveau d'activité de découpe était de 67 436 tonnes.</p> <p>Les tonnages pour l'activité de découpe ne sont donc pas respectés.</p> <p>• <b>Rubrique 4735:</b> La quantité d'ammoniac dans l'installation frigo est de 9,3 t. Respect des quantités NH3 dans le seuil autorisé.</p> <p>En conclusion, les capacités de production ne respectent pas les seuils autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, malgré la mise en demeure prononcée le 27 juin 2023. La disposition de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/10/2016 n'est pas respectée concernant les niveaux d'activité. En conséquence, ce point de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/06/2023 est maintenu.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra régulariser sa situation:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en déposant un dossier de porter-à-connaissance avant la fin de l'année 2024, présentant une modification des conditions d'exploiter et l'extension de l'activité, avec les impacts sur l'environnement et les inconvénients/dangers nouveaux engendrés par cette modification.</li> <li>• transmettre les données maximales journalières d'abattage pour l'année 2023 et jusqu'au 30 juin 2024.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription. Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

## N° 2 : Autosurveillance des rejets aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2013, article 4.3.8.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/12/2023</li> <li>•</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau collectif, les valeurs limites en concentration (sur échantillons non filtrés) et flux ci-dessous définies."</p>

	Concentration maximale	Flux maximum (en pointe)	
		Du lundi au vendredi	samedi et dimanche
<b>Volume</b>		860 m³/j	430 m³/j
<b>DCO</b>	6 000 mg/l	4 165 kg/j	1 250 kg/j
<b>DBO5</b>	3 000 mg/l	2 200 kg/j	625 kg/j
<b>MES</b>	3 000 mg/l	1 400 kg/j	340 kg/j
<b>NTK</b>	500 mg/l	400 kg/j	90 kg/j
<b>Pt</b>	80 mg/l	50 kg/j	50 kg/j

#### Constats :

La restitution des données d'autosurveillance dans GIDAF montre une amélioration de la qualité des rejets aqueux. Des dépassements sont toujours observés en flux et concentration pour les paramètres DCO et MES. Des anomalies concernant le pH et la T°C de rejets sont plus régulièrement observés, liées d'après les causes évoquées dans GIDAF à des sondes défectueuses. Les dépassements observés ne dépassent pas deux fois les VLE.

L'exploitant présente les constats suivants lors de l'inspection:

- les flux annuels de DCO et MES sont en baisses;
- les volumes rejetés sont stables malgré l'augmentation de la production;
- une diminution de la concentration moyenne malgré l'augmentation de tonnage;
- entre 2022 et 2023: réduction de 80% du nombre de non-conformité en DCO, réduction de 83 % de non-conformité en MES.

L'exploitant présente également les actions réalisées dans le cadre de l'amélioration du traitement des eaux, avec:

- l'installation d'un procédé physique de séparation (filtre MFT500) en lien avec la société SIR-Solutions et l'agence de l'eau;
- l'installation d'un désemboueur et l'aménagement du bassin n° 1 afin de récupérer les boues de décantation;
- l'installation de convoyeurs de collecte des boues et des refus de tamisage;;
- le remplacement du débitmètre ultra-sons par un débitmètre électromagnétique;
- l'installation d'un séparateur SEPCOM;
- l'installation d'un deuxième MFT.

D'autres mesures pourraient être déployées afin de sécuriser l'installation, notamment l'installation d'un flotateur pour capter les graisses.

L'exploitant présente au service d'inspection les résultats probants du procédé MFT, équipement validé d'un point de vue technique et durabilité:

- résultats avec 1 seul MFT absorbant 70 à 80 % des effluents;
- bilan du 31/12/2023: - 24 % de la concentration moyenne en DCO, - 30 % de la concentration moyenne en MES.

Malgré une amélioration continue des rejets aqueux d'eaux résiduelles industrielles vers la STEP de Calouët, le point de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/06/2023 n'est pas totalement vérifiée. En conséquence, ce point de la mise en demeure est maintenu.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription. Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

### N° 3 : Consommation de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2013, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement maximal annuel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes: <ul style="list-style-type: none"><li>• Origine de la ressource: Réseau public</li><li>• Prélèvement maximal annuel: 200 000 m<sup>3</sup>.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le niveau de consommation d'eau pour l'année 2023, communiquée par l'exploitant en 2023 est de 184 986 m <sup>3</sup> . Respect du niveau de prélèvement autorisé. Les données de consommation en 2021 et 2022 étaient respectivement de 185 380 m <sup>3</sup> et 163 778 m <sup>3</sup> . L'exploitant indique une réduction de la consommation d'eau potable de 17 % entre 2018 et 2022. La consommation moyenne annuelle d'eau par carcasse en litre a été réduite de 24 % entre 2018 et 2023. L'exploitant justifie la hausse de consommation en 2023 suite à une dérive du prestataire de nettoyage.  Des projets d'amélioration en cours et à venir sont présentés: <ul style="list-style-type: none"><li>• lavage des bétailières: accès sécurisé par badge avec l'installation d'un programme de maîtrise du temps de nettoyage;</li><li>• récupération des eaux du réseau de refroidissement du four flambage pour appoint sur le bac d'échaudage;</li><li>• réflexion sur une réutilisation des eaux de TAR.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Prévention des risques accidentels - dispositions constructives de la SDM

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2 et 3 – Norme NF EN 378-3 - 5.12.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Salle des machines – portes et ouvertures – étanchéité et degré coupe-feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/12/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 2:</u> "[...] Les locaux abritant l'équipement de production de froid sont conçus de façon que, lors d'un accident, le personnel puisse prendre, en sécurité, les mesures conservatoires destinées à éviter une aggravation du sinistre liée notamment à des effets thermiques, de surpression, des projections ou d'émission de gaz toxique. [...] Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières."  <u>Article 3:</u> Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur. [...]



**Norme NF EN 378-3 - point 5.12.1 Portes et ouvertures:**

Les salles des machines doivent avoir des portes s'ouvrant vers l'extérieur et en nombre adéquat pour assurer l'évacuation des personnes en cas d'urgence.

Les portes doivent être étanches et à fermeture automatique. Elles doivent être conçues de manière à pouvoir s'ouvrir de l'intérieur (système anti-panique). Les portes doivent être de construction coupe-feu résistant pendant au moins une heure, grâce à des matériaux et une construction soumis à essai conformément à l'EN 1634. Il ne doit y avoir aucune ouverture permettant le passage involontaire de fluides frigorigènes, de vapeurs, d'odeurs et de tout autre gaz s'échappant vers un espace occupé.

**Constats :**

Le jour de la visite, il a été constaté:

- le remplacement des portes d'accès principales à la salle des machines par des portes coupe-feu, se fermant automatiquement et équipées de barre anti-paniques;
- la porte d'accès au local de stockage est maintenue fermée. Les tuyaux d'appoint d'huile ont été mis en rigide pour permettre la fermeture de la porte
- cette porte n'est pas équipée de barre anti-panique. L'exploitant s'engage à installer ce dispositif.
- les signes de sécurité affichées sur les portes d'entrée ont été remplacées et sont visibles.

La disposition de l'article 5.12.1 de la norme NF EN-378-3 est donc respectée.

En conséquence, ce point de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure du 27/06/2023 est donc vérifié et peut-être levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 5 : Prévention des risques accidentels - Ventilation de la SDM**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, dispositifs de ventilation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 27/12/2023

**Prescription contrôlée :**

"Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur.

La ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique calculé selon les normes en vigueur, de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et d'une source de chaleur, de façon à ne pas entraîner de risque pour l'environnement et pour la santé humaine.

Les moteurs des extracteurs doivent être protégés pour éviter tout risque d'explosion."

**Constats :**

Le jour de l'inspection, il a été constaté l'installation d'un second extracteur et le suivi des recommandations de l'audit.

L'exploitant a transmis les plaques d'identification des moteurs des extracteurs afin de justifier du caractère ATEX.

La hauteur de la cheminée indique que:

- le point de rejet de l'extraction de la salle des machines est de 7 mètres;
- le point de rejet de l'édicule condenseur est de 13 mètres.

La hauteur d'extraction a été réévaluée suite à la mise à jour de l'étude de dangers.

Cette disposition de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 16/07/1997 est donc respectée. En conséquence ce point de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure du 27/06/2023 est donc vérifié et peut-être levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 6 : Prévention des risques accidentels – dispositions constructives de la SDM**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2 et 3 – Norme NF EN 378-3 - 5.12.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Salle des machines – Murs, plancher et plafond – ouvertures vitrées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/12/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 2:</u> "[...] Les locaux abritant l'équipement de production de froid sont conçus de façon que, lors d'un accident, le personnel puisse prendre, en sécurité, les mesures conservatoires destinées à éviter une aggravation du sinistre liée notamment à des effets thermiques, de surpression, des projections ou d'émission de gaz toxique. [...] Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières."
<u>Article 3:</u> Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur. [...]
<u>Norme NF EN 378-3 - point 5.12.3 Murs, plancher et plafond:</u> Les murs, le plancher et le plafond entre la salle des machines et le reste du bâtiment doivent être de construction coupe-feu résistant pendant au moins une heure et être hermétiquement scellés. Ils doivent être construits dans des matériaux et selon une construction conformes aux EN 1363, EN 1364 et EN 1365.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection il a été constaté que: <ul style="list-style-type: none"> <li>• les ouvertures vitrées de la salle des machines (façade sud) et du bureau contiguë à la salle des machines ont été comblées par des murs en parpaings;</li> <li>• les aspérités non hermétiques situées dans les murs de l'édicule condenseur ont été bouchées;</li> <li>• l'exploitant confirme que la partie en tôle du plafond est constitué d'un bac acier et de laine de roche (BROOF T3) et de multicouches.</li> </ul> Ces dispositions des articles 2 de l'arrêté ministériel du 16/07/1997 et 5.12.3 de la norme NF EN-378-3 sont respectées. En conséquence, ce point de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure du 27/06/2023 est donc vérifié et peut-être levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 7 : Prévention des risques accidentels - Ventilation de la SDM**

<b>Référence réglementaire :</b> Norme du 11/06/2020, article NF EN 378-3 – 5.13.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ouvertures du système de ventilation mécanique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/12/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les ouvertures du système de ventilation mécanique doivent être placées et avoir des dimensions permettant d'obtenir un débit d'air suffisant, compte tenu des caractéristiques du fluide frigorigène, du choix d'admission ou de refoulement et des performances du ventilateur. Les ouvertures d'admission et de refoulement doivent être disposées de manière à évacuer le fluide frigorigène dans les conditions de fuite du fluide.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les recommandations de l'audit ont été prises en compte par l'exploitant avec:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'installation d'un second extracteur;</li><li>• la justification que les moteurs des extracteurs sont ATEX;</li><li>• la confirmation de la hauteur des points de rejets qui seront rehaussés.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 8 : Protection individuelle et collective**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 53
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Emplacement du dispositif de rinçage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/12/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement dispose en permanence d'une réserve d'eau et de l'appareillage approprié (douches, douches oculaires, etc.) permettant l'arrosage du personnel atteint par des projections d'ammoniac. Ce poste est maintenu en bon état de fonctionnement et régulièrement vérifié.</p>
<b>Constats :</b> <p>La douche et rince œil ont été déplacées à l'extérieur de la salle des machines. Une nouvelle douche a été placée en toiture, proche de l'édicule condenseur et de la passerelle d'accès aux combles ressuage.</p> <p>Cette disposition de l'article 53 de l'arrêté ministériel du 16/07/1997 est respectée. En conséquence, ce point de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure du 27/06/2023 est donc vérifié et peut-être levé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 9 : Prévention des risques accidentels – Etude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/05/2013, article 8.3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/12/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'étude de dangers, produite à l'appui de la demande d'autorisation doit être ensuite mise à jour conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'EDD a été mise à jour et transmise par courriel au service d'inspection le 21/02/2024. Elle conclut sur les aspects suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les différents scénarios majeurs de fuites d'ammoniac ont été étudiés, en tenant compte des conditions météorologiques;</li><li>• l'enjeu principal correspond aux locaux de l'établissement voisin, situé sur le même site industriel;</li><li>• les modélisations montrent que pour les scénarios majeurs de fuite en salle des machines et dans le confinement des condenseurs, les zones d'effets irréversible n'impactent pas les bâtiments voisins avec une hauteur de rejet portée à 18 m.</li><li>• aucun phénomène dangereux n'est classé comme inacceptable sous réserve de l'application des mesures de maîtrise de risques:<ul style="list-style-type: none"><li>◦ amélioration des conditions de rejet du dispositif d'extraction de sécurité ammoniac de la SDM en augmentant significativement la hauteur de la cheminée d'extraction (passage de 7,6 m à 18 m de hauteur);</li><li>◦ raccordement à cette cheminée d'extraction des 2 exutoires des collecteurs de soupapes, dont le rejet est situé actuellement au niveau de la toiture;</li><li>◦ confinement des canalisations de distribution et de retour d'ammoniac dans le rack métallique extérieur (passerelle) entre la SDM et les combles froids choc, avec équipement de détection et grille d'aération à ventelles dynamiques.</li></ul></li></ul> <p>L'exploitant s'engage à mettre en place ces dispositifs à l'échéance de fin d'année 2024. Un devis du 21/03/2024 concernant l'installation d'une cheminée d'extraction NH3 en salle des machines a été présenté le jour de l'inspection.</p> <p>L'étude de dangers ne présente pas les modélisations des zones d'effets avant la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques (MMR).</p> <p>La disposition de l'article 8.3.1.4 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2013 est respectée pour la partie NH3. En conséquence, ce point de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de la mise en demeure du 27/06/2023 est donc vérifié et peut-être levé.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il conviendra à l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de compléter l'EDD en transmettant les modélisations des zones d'effets avant la mise en œuvre des MMR;</li><li>• de transmettre l'EDD complète en 2 exemplaires papiers adressés à la DDPP des Côtes d'Armor;</li><li>• de compléter le plan d'action, en indiquant les MMR à mettre en œuvre avec les échéances de réalisation.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 10 : Prévention des risques accidentels – dispositions constructives de la SDM**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2 et 3 – Norme NF EN 378-3 - 5.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Salle des machines – Tuyauteries et conduites
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><u>Article 2:</u> "[...] Les locaux abritant l'équipement de production de froid sont conçus de façon que, lors d'un accident, le personnel puisse prendre, en sécurité, les mesures conservatoires destinées à éviter une aggravation du sinistre liée notamment à des effets thermiques, de surpression, des projections ou d'émission de gaz toxique. [...] Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières."</p> <p><u>Article 3:</u> Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur. [...]</p> <p><u>Norme NF EN 378-3 - point 5.8 Tuyauteries et conduites:</u> Toutes les tuyauteries et conduites de ventilation traversant les murs, plafonds et planchers des salles des machines doivent être scellées lorsqu'elles traversent les murs, plafonds ou planchers. Le joint d'étanchéité doit avoir une résistance au feu au moins équivalente à celle des murs, plafonds ou planchers.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de la visite, il a été constaté:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le comblement du mur donnant sur l'extérieur;</li><li>• des surfaces libres entre l'édicule condenseur et la salle des machines.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 11 : Prévention des risques accidentels – vannes et tuyauteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, accessibilité des vannes et tuyauteries
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou a une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.</p>

<b>Constats :</b> Le jour de la visite il a été constaté: <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'identification des vannes et tuyauteries;</li> <li>• la présence de volants à chaîne pour accéder aux vannes stratégiques situées en hauteur.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Prévention des risques accidentels – Vérification réglementaire annuelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, visite annuelle de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Compte rendu de visite annuelle du 03/04/2023:</u></li> </ul> <p>Le dernier compte-rendu de visite annuelle réalisé par un prestataire externe indique les points non satisfaisants suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• accès condenseurs évaporatifs: prévoir des passerelles pour accéder aux condenseurs évaporatifs dans l'édicule;</li> <li>• extraction d'urgence édicule: mettre un extracteur d'urgence en partie haute de l'édicule: prévoir des ventelles dynamiques sur les prises d'air neuf de la salle des machines et édicules;</li> <li>• étude préalable des capteurs NH3: effectuer une étude préalable des capteurs NH3 (soldé le 12/04/2022);</li> <li>• douche et rince-œil: mettre à l'extérieur de la SDM (proximité entrée) une douche et rince œil.</li> </ul> <p>Les actions ont été prises en compte par l'exploitant.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Compte- rendu du contrôle annuel des équipements importants pour la sécurité (EIPS) du 10/10/2023:</u></li> </ul> <p>Le compte-rendu mentionne les points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soupapes de sécurité A2CK 00237338, A2CK 00165523 et A2CK 00006360 (p.15/26) : adéquation avec l'équipement protégé: Non</li> <li>• pH-mètre (p.17/26): Bouteille MP BP MX43 Voie 6: pas de conclusion sur la conformité de l'appareil avec indication "Inactif pas de capteur".</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra: <ul style="list-style-type: none"> <li>• transmettre au service d'inspection, les compte-rendus de visite annuelle et des EIPS pour l'année 2024;</li> <li>• justifier de la prise en compte des actions correctives à réaliser suite au compte-rendu des EIPS 2023.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 13 : Prévention des risques accidentels – canalisation de l'ammoniac**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, canalisation de l'ammoniac – vanne de sectionnement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : /</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toute portion d'installation contenant de l'ammoniac liquide sous pression susceptible d'entraîner des conséquences notables pour l'environnement doit pouvoir être isolée par une ou des vannes de sectionnement manuelles située-s au plus près de la paroi du réservoir. Ce dispositif devra être, si nécessaire, complété par une vanne de sectionnement automatique à sécurité positive qui devra notamment se fermer en cas d'arrêt d'urgence ou de détection d'ammoniac au deuxième seuil défini à l'article 42.</p> <p>Les canalisations doivent être les plus courtes possibles et de diamètres les plus réduits possibles, cela visant à limiter au maximum les débits d'émission d'ammoniac à l'atmosphère. De plus, elles doivent être efficacement protégées contre les chocs et la corrosion.</p> <p>Les sorties des vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (bouchons de fin de ligne etc.).</p> <p>Les canalisations sont maintenues parfaitement étanches. Les matériaux utilisés pour leur réalisation et leurs dimensions doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages. Leur bon état de conservation doit pouvoir être contrôlé selon les normes et réglementations en vigueur. Ces contrôles donnent lieu à compte rendu et sont conservés durant un an à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le rack de liaison entre la salle des machines et les combles ressuage a été pris en compte dans la révision de l'EDD.</p> <p>L'exploitant indique que celui-ci sera confiné à échéance 2024. (cf.fiche de constat n°8).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite